



# LE 1er MAI, ON PASSE LE CAPITAL À LA CASSEROLE !

## ***L'État contre la société***

Le conseil constitutionnel vient encore de montrer à quel point le sommet de l'État et de la bourgeoisie se sont radicalisés. Ils ne comptent plus rien laisser aux travailleurs et aux travailleuses, sans même faire semblant de leur concéder quelques miettes. Plutôt nous voler encore un peu plus notre temps, que partager quoique ce soit.

Reste un président et un gouvernement isolés, calfeutrés, contraint de se garantir de toute possibilité de rencontre avec le quidam à chacun de leurs déplacements. Ils tentent de cacher leur déroute en bombant le torse, disent démocratie au lieu de légalité. Et tandis que Macron promulgue sa loi phare en catimini, au milieu de la nuit, pressé de se débarrasser, et en espérant pouvoir passer à autre chose, ses ministres nous balancent leurs crachats contre les immigrés et les allocataires du rsa pour essayer de nous diviser.

C'est la violence continue, un coup de force de plus dans une succession d'autres. Il renforce encore notre colère et vient confirmer une fois de plus la donnée la plus importante peut-être de ce mouvement : la lutte des classes est violemment de retour à la vue et au su de tou-te-s. C'est leur monde qui est en train de s'effondrer.

## ***Le fascisme en coulisse***

Mais le danger est là. S'ils n'entendent plus rien nous laisser, et s'ils sont prêts à user des armes des régimes autoritaires et réactionnaires, c'est bien la suite qui ouvre une perspective de cauchemar. Outre la violence qu'ils manient pour se maintenir au pouvoir (violences policières, racisme, dissolution des Soulèvements de la terre, attaques contre la Ligue des droits de l'homme, etc), ils sont en train de jeter les bases d'un régime où le fascisme affleure de plus en plus distinctement.

Dans leur ombre pointe le RN. N'ayant rien fait, mais présenté partout sous les traits de la

respectabilité, ce parti est pourtant l'héritier d'une histoire et d'une idéologie ayant soutenu depuis toujours un discours autoritaire, partisan féroce de l'ordre et des hiérarchies, pleinement néolibérale, militariste et profondément raciste et xénophobe. Aujourd'hui (Dans la période présente), il est clair qu'il s'agit là de la porte de sortie idéale pour... la bourgeoisie. Consciente que le néolibéralisme arrive à la fin d'un cycle et bien décidée à ne plus rien partager devant l'effondrement du monde que le capitalisme produit assidûment, elle revient vers ce qu'elle a toujours été : une fanatique de l'ordre des choses tel qu'il va à son avantage et prête à tout pour le maintenir.

## ***Le « Pacte » et la libéralisation de l'école publique***

En ce qui concerne l'éducation, l'autre danger tient dans la multiplication des projets qui convergent vers la volonté (réaffirmée par Macron qui fait de l'école la priorité de son quinquennat) de casser ce qu'il reste de l'école publique. Que ce soit les rapports de la cour des comptes et du conseil supérieur des programmes, la proposition de loi du sénateur Brisson, ou les logiques sous-tendues du « Pacte », tout pointe vers le morcellement du service public d'éducation (pardon, l'autonomie des établissements), l'explosion des inégalités (aussi bien des conditions de travail que des salaires) et la mise en concurrence à tous les niveaux des personnels, accompagnée du déploiement des politiques managériales autoritaires (recrutement et primes à la volonté des directeurs et directrices et autres joyusetés).

Il ne faut jamais cesser de le rappeler : les primes ne sont pas du salaire, elles sont exclues du calcul des pensions de retraites. L'enchâssement des décisions sur le « Pacte » avec la réforme des retraites tombe à pic pour le confirmer, le gouvernement a prévu de geler le point d'indice pour les 4 prochaines années et se sert de la baisse programmée de nos pensions de retraites pour faire des

économies. D'après les projections du COR concernant l'inflation, les retraites des fonctionnaires devraient baisser de 13 % en valeur réelle d'ici 2030. Pour le reste des annonces concernant le pacte, tous les syndicats de l'éducation refusent la logique du « travailler plus » constatant que la profession est déjà en burn out chronique. Personne n'appelle « revalorisation » une hausse des primes ne couvrant même pas les prévisions d'inflation pour l'année qui vient. Aucun doute non plus sur le fait que la distribution de primes et de missions par les chefs entre les différent.e.s collègues accentuera la division des équipes, le copinage et le ressentiment. Un climat de travail à l'opposé du bien-être et de l'efficacité professionnelle se construit sous nos yeux.

Et pour les AESH ? Toujours rien d'autre qu'un travail de merde payé des miettes (prises en charge d'élèves toujours plus nombreuses, perte de sens du travail, 800 € par mois...).

C'est aussi la casse des lycées pro (dont la fermeture de 7 d'entre eux à la rentrée), et leur possible passage du ministère de l'éducation à celui du travail (ce qui en dit long sur la façon dont sont considérés les élèves), la suppression de 155 postes sur l'académie, la fermeture de 187 classes, la volonté de généraliser et de rendre obligatoire le SNU, etc.

## **La société contre l'État**

Alors aujourd'hui, la question qui se pose à tou-te-s, c'est : que fait-on ? Alors qu'ils viennent de confirmer, une nouvelle fois et à une échelle cette fois-ci générale, leur sécession du reste de la société, que ferons-nous ?

Ce mouvement nous a permis de commencer à voir notre force. Il contribue aussi à reconstruire un imaginaire social puissant et la conscience désormais bien établie que leur monde, on n'en veut pas puisqu'il est invivable. On n'en veut plus. Ça n'est plus un slogan de manif, mais une conscience de classe qui reprend vigueur, se diffuse et s'accroît.

Nos conditions de travail pourries, nos salaires de misère, la casse toujours approfondie de nos outils de travail et des conditions de vie de nos élèves et de leurs familles, toutes ces fatigues qui ne cessent plus de s'aggraver, on n'en veut plus.

Ils ne nous céderont rien ? Soit. Alors, prenons tout : l'augmentation conséquente des salaires et des minimas sociaux, la réappropriation des caisses de la Sécurité sociale (retraite, maladie, chômage) et leur gestion par et pour les travailleurs et les travailleuses, la diminution du temps de travail et l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, la démocratie directe et l'autogestion partout où nous pouvons les instaurer.

## **Puisque la résignation est un suicide quotidien, la lutte continue...**

*L'appel est lancé pour faire du 1er mai une journée historique. Acceptons l'enjeu et l'échelle : ils ont voulu nous voler deux années supplémentaires. Reprenons notre temps en main, pleinement et complètement. Ils ne nous lâchent plus une miette, reprenons toute la boulangerie !*

### **Les (monstres) manifs du 1er mai**

- Grenoble 10h - Gare
- Bourgoin 10 h - Place St Michel
- Rousillon 9H30 - place de la république
- Vienne 10H - gare routière

**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**

**syndicat des travailleur·ses de l'éducation 38**

**Un syndicat de combat, autogéré et anticapitaliste**

<https://ul38.cnt-f.org> 04 58 00 31 46 [educ.38@cnt-f.org](mailto:educ.38@cnt-f.org) Permanences : mercredi 18h-19h, 102 rue d'Alembert Grenoble

NEWSLETTER de la CNT Grenoble sur [ul38.cnt-f.org](https://ul38.cnt-f.org) pour être informé·e des luttes ! Sur les RÉSEAUX, abonnez-vous à @cnt\_38 !

